



Recommandation du Conseil sur les
pratiques de financement
soutenable et les crédits à
l'exportation bénéficiant
d'un soutien public



**Instruments
juridiques de l'OCDE**

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Il reproduit un instrument juridique de l'OCDE et peut contenir des informations complémentaires. Les opinions ou arguments exprimés dans ces informations complémentaires ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Pour accéder aux textes officiels à jour des instruments juridiques de l'OCDE, ainsi qu'aux informations s'y rapportant, veuillez consulter le Recueil des instruments juridiques de l'OCDE <http://legalinstruments.oecd.org>.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE, *Recommandation du Conseil sur les pratiques de financement soutenable et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*, OECD/LEGAL/0442

Collection : Instruments juridiques de l'OCDE

Crédits photo : © Dmytro Tolokonov – Adobe Stock

© OECD 2025

Ce document est mis à disposition à titre gratuit. Il peut être reproduit et distribué gratuitement sans autorisation préalable à condition qu'il ne soit modifié d'aucune façon. Il ne peut être vendu.

Ce document est disponible dans les deux langues officielles de l'OCDE (anglais et français). Il peut être traduit dans d'autres langues à condition que la traduction comporte la mention "traduction non officielle" et qu'elle inclut l'avertissement suivant : "Cette traduction a été préparée par [NOM DE L'AUTEUR DE LA TRADUCTION] à des fins d'information seulement et son exactitude ne peut être garantie par l'OCDE. Les seules versions officielles sont les textes anglais et français disponibles sur le site Internet de l'OCDE <http://legalinstruments.oecd.org>"

Informations Générales

La Recommandation sur les pratiques de financement soutenable et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public a été adoptée par la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres le 30 mai 2018 sur proposition du Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation (CGE). Elle a été révisée en 2024 afin de mettre à jour les références à la politique de financement du développement durable (SDFP) de la Banque mondiale.

La Recommandation a pour objectif d'assurer que les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ne contribuent pas à l'accumulation d'une dette extérieure insoutenable dans les « pays à faible revenu » (comme défini dans la Recommandation). À cette fin, la Recommandation contient des pratiques que les Adhérents devraient suivre lorsqu'ils envisagent l'octroi de crédits à l'exportation aux débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics dans ces pays.

La nécessité d'une norme sur les pratiques de financement soutenable et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public

Les pays à faible revenu se trouvent souvent aux prises avec une lourde dette extérieure qui peut compromettre leur aptitude à réduire la pauvreté ou à s'acquitter des fonctions gouvernementales essentielles. Même si nombre de ces pays n'ont jamais été d'importants marchés pour les crédits publics à l'exportation, le CGE a reconnu que les crédits à l'exportation accordés au secteur public peuvent contribuer à la formation de niveaux d'endettement extérieur non viables dans ces pays et qu'il convient de bien tenir compte de ce risque avant d'accorder un tel soutien.

Dans ce contexte, depuis 2008, les membres du CGE suivent un ensemble de Principes et Lignes directrices favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu. Ces Principes et Lignes directrices ont marqué une étape importante dans le travail du CGE en soulignant l'importance d'encourager des politiques de crédit prudentes afin d'éviter une nouvelle augmentation de dette insoutenable dans les pays à faible revenu. Les Principes et Lignes directrices ont été mis à jour en 2016 et transformés en Recommandation en 2018, renforçant ainsi leur impact et leur portée en tant que norme pour l'ensemble de l'OCDE.

Processus d'élaboration de la Recommandation

La Recommandation a été élaborée par le CGE sur la base des Principes et Lignes directrices susmentionnés, dans le contexte spécifique de la révision complète par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale de leurs politiques relatives à la conditionnalité des limites de la dette pour les emprunts non concessionnels. Le CGE a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le FMI sur la question de la viabilité de la dette dans les pays à faible revenu.

La Recommandation a été révisée en 2024 pour mettre à jour la référence à la politique de limitation de la dette de la Banque mondiale, afin de refléter le changement de nom de la politique de crédits assortis de conditions non libérales (NCBP) à politique de financement du développement durable (SDFP).

Champ d'application de la Recommandation

La Recommandation définit les pratiques que les Adhérents devraient suivre lorsqu'ils envisagent d'accorder un soutien public au crédit à l'exportation aux débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics dans les pays à faible revenu, notamment :

- les résultats des analyses de viabilité de la dette (AVD) les plus récentes du FMI et de la Banque mondiale, spécifiques à chaque pays, sont pris en compte et les documents de programme ou de politique pertinents sont examinés,
- les limites en vigueur pour les emprunts non concessionnels du secteur public soient respectées pour les pays soumis à la conditionnalité de la limite de la dette pour les emprunts non concessionnels, et que

- la Banque mondiale et le FMI doivent être informés de tout crédit qu'un Adhérent prévoit de soutenir et qui est soumis à la conditionnalité de la limite de la dette pour les emprunts non concessionnels.

Prochaines étapes

Le CGE soutient la mise en œuvre de la Recommandation. Un rapport au Conseil sur la mise en œuvre, la diffusion et le maintien de la pertinence de la Recommandation sera préparé en 2029.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter : <https://www.oecd.org/fr/themes/pratiques-de-pret-durables.html>.

Contact: export-credits@oecd.org.

Mise en œuvre

Rapport de 2024 au Conseil

Un rapport sur la mise en œuvre, la diffusion et le maintien de la pertinence de la Recommandation a été présenté au Conseil en 2024. Le rapport a conclu que la Recommandation s'est avérée pertinente et a été mise en œuvre avec succès par les Adhérents bien que quelques difficultés pratiques aient été identifiées dans la mise en œuvre.

Le rapport souligne que la plupart des dispositions ont été mises en œuvre de manière globale, notamment par l'adoption par les Adhérents de politiques formelles pertinentes. Dans l'ensemble, le soutien apporté par les Adhérents a été conforme à la Recommandation, même si un certain nombre de transactions qui auraient dû être notifiées à la Banque mondiale et au FMI ne l'ont pas été. Les lignes de communication entre les Adhérents et les services de la Banque mondiale et du FMI semblent encore bien fonctionner.

Le rapport a permis d'identifier et d'analyser quelques défis pratiques auxquels les Adhérents ont été confrontés et de faire le point sur les évolutions récentes dans ce domaine en ce qui concerne (i) la prise en compte de l'analyse de viabilité de la dette en l'absence de limites d'emprunt non concessionnels, (ii) la nécessité ou non d'orientations supplémentaires sur les limites d'emprunt des pays, (iii) la mesure dans laquelle les Adhérents évaluent le rendement économique positif net d'un projet, et (iv) la nécessité de poursuivre les efforts de diffusion au sein des gouvernements en vue d'autres opérations de prêt transfrontalières.

Le prochain rapport au Conseil est prévu pour 2029.

LE CONSEIL,

CONSIDÉRANT l'article 5 b) de la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques du 14 décembre 1960 ;

RECONNAISSANT que les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public peuvent contribuer à répondre aux besoins d'investissement des pays à faible revenu qui cherchent à stimuler le développement économique en augmentant les investissements publics, pour remédier en particulier au manque grave d'infrastructures, mais qui doivent aussi tenir compte à la fois de la plus grande diversité des possibilités de financement extérieur et des limites imposées à l'offre de financement concessionnel traditionnel ;

RECONNAISSANT que les crédits à l'exportation accordés au secteur public peuvent contribuer à la formation de niveaux d'endettement extérieur non viables dans les pays à faible revenu ;

RECONNAISSANT que les prêts assortis de conditions libérales demeurent, en règle générale, la source de financement extérieur qui répond le mieux aux besoins de la plupart des pays à faible revenu et que l'octroi de crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public aux débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics de ces pays doit par conséquent respecter des politiques et pratiques prudentes en matière de financement soutenable, c'est-à-dire favoriser le progrès économique et social du pays emprunteur sans compromettre son équilibre financier futur ni ses perspectives de développement à long terme et notamment, être économiquement rentable, l'impact positif de ces crédits sur l'économie d'un pays devant, globalement, l'emporter sur leur coût de financement, favoriser un développement durable en évitant des dépenses improductives, maintenir la viabilité de la dette et renforcer la bonne gouvernance et la transparence ;

CONSIDÉRANT les efforts accomplis par la communauté internationale pour favoriser des politiques de financement soutenable, notamment à travers la politique relative aux plafonds d'endettement du Fonds monétaire international et la politique de crédits assortis de conditions non libérales de la Banque mondiale ;

NOTANT QUE la présente Recommandation repose sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre de la Déclaration de principes de 2001 sur l'utilisation des crédits à des fins improductives et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public [TD/ECG(2001)9], la Déclaration de principes de 2007 sur les dépenses improductives : soutenabilité de la dette et crédit responsable [TAD/ECG(2007)10/FINAL], les Principes et lignes directrices de 2008 favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu [TAD/ECG(2008)15], et les Principes et lignes directrices favorisant des pratiques de financement soutenable dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu [TAD/ECG(2016)14] inscrits dans la présente Recommandation.

Sur proposition du Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation :

I. CONVIENT QUE, aux fins de la présente Recommandation, les définitions suivantes s'appliquent :

- Les « autorités publiques compétentes » sont celles auxquelles la législation nationale du pays débiteur confère la responsabilité des plans nationaux de développement et d'emprunt ; il s'agit en général des services du ministère des Finances ou de la banque centrale responsables de la gestion de la dette.
- Les « pays à faible revenu » sont ceux qui peuvent bénéficier de financements du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC) du Fonds monétaire international (FMI) ou qui ne peuvent obtenir que des crédits sans intérêt ou des dons de l'International Development Association (IDA) de la Banque mondiale (pays « exclusivement IDA »).
- Les termes de « débiteur public » ou « débiteur garanti par les pouvoirs publics » désignent tout débiteur dont l'obligation de remboursement est garantie par une entité publique. En l'occurrence, les entités publiques sont l'administration centrale, les administrations régionales et locales et les entreprises publiques dont le service de la dette serait assuré par

les pouvoirs publics en cas de défaillance. Pour déterminer la qualité d'une entité dans un pays soumis à une limitation de l'endettement public dans le cadre d'un programme soutenu par le FMI, il est possible d'avoir recours au protocole d'accord technique du programme, qui dresse la liste des institutions publiques, ou de consulter le FMI et la Banque mondiale.

- Les « dépenses improductives » se réfèrent à toute opération qui n'est pas compatible avec les stratégies de lutte contre la pauvreté et de viabilité de la dette d'un pays et qui ne contribue pas à son développement social et/ou économique.

II. RECOMMANDE que, lorsqu'ils décident d'octroyer des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public assortis d'une durée de remboursement égale ou supérieure à un an à des débiteurs publics, ou garantis par les pouvoirs publics, dans les pays à faible revenu, les Membres et non-Membres ayant adhéré à la Recommandation (ci-après les « Adhérents ») :

- (a) Tiennent compte des résultats des analyses de soutenabilité de la dette par pays les plus récentes réalisées par le FMI et la Banque mondiale au moyen du cadre conjoint établi à cette fin, et examinent les documents de programme ou d'orientation chaque fois qu'ils envisagent de soutenir une opération. Les plafonds d'endettement prévus par le FMI pour certains pays figurent dans les documents de programme, et le protocole d'accord qui en fait partie mentionne aussi parfois des projets particuliers pouvant faire l'objet d'un financement non concessionnel.
- (b) Tiennent compte des plafonds applicables aux crédits assortis de conditions non libérales dans un pays donné, en fonction de la méthodologie appliquée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, dans le cas des opérations faisant intervenir des débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics dans les pays à faible revenu où les crédits assortis de conditions non libérales sont assujettis à des plafonds d'endettement au titre de la politique relative aux plafonds d'endettement (DLP) du FMI ou de la politique de crédits assortis de conditions non libérales de la Banque mondiale (NCBP). À cet effet, les Adhérents :
 - i. ne devraient pas accorder de soutien aux opérations de crédits à l'exportation faisant intervenir des débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics dans les pays à faible revenu pour lesquels le plafond de l'endettement non concessionnel est fixé à zéro au titre de la DLP ou de la NCBP (bien qu'il puisse arriver, dans de rares cas, que des pays obtiennent que le plafond d'endettement ne soit plus fixé à zéro, mais à une valeur non nulle, au titre des politiques du FMI et de la Banque mondiale, à la suite de consultations entre les autorités du pays et le personnel du FMI ou de la Banque mondiale, dont la direction et le conseil d'administration respectivement doivent ensuite donner leur approbation) ;
 - ii. devraient s'assurer, dans la mesure du possible, auprès des autorités publiques compétentes du pays débiteur, que le projet/les dépenses sont conformes à la DLP ou à la NCBP pour ce pays, dans le cas des opérations de crédits publics à l'exportation faisant intervenir des débiteurs publics ou garantis par les pouvoirs publics de pays à faible revenu assujettis à une limite non nulle de l'endettement non concessionnel au titre de la DLP ou de la NCBP, d'un montant supérieur à 5 millions DTS (dans le cas des très petits pays dont le revenu est inférieur à 1 milliard USD, ce montant est ramené à 1 million DTS). À cet égard, la participation du ministère des Finances ou de la banque centrale à l'opération, en tant que débiteur ou garant, constituerait une preuve suffisante du respect de cette obligation.
- (c) S'assurer que le FMI et la Banque mondiale sont informés de tous les engagements possibles d'endettement extérieur public liés à des projets dans les pays à faible revenu susceptibles de recevoir des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, avant qu'ils ne soient contractés, informer le FMI et la Banque mondiale au moyen de la messagerie LendingtoLICs, aussitôt que possible, et en tout état de cause avant de prendre la décision finale d'octroi du soutien, de leur intention de fournir un soutien public à une opération de crédits à l'exportation faisant intervenir un débiteur ou garant public dans un pays à faible revenu assujetti à un plafonnement de l'endettement non concessionnel au titre de la DLP ou de la NCBP, d'un montant supérieur à 5 millions DTS (montant ramené à 1 million DTS dans le cas des très petits

pays dont le revenu est inférieur à 1 milliard USD), en fournissant les précisions nécessaires pour définir le projet et indiquer les conditions financières générales.

III. RECOMMANDE que les Adhérents communiquent chaque année au FMI et à la Banque mondiale, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OCDE, des données sur toutes les opérations soutenues dans les pays à faible revenu, de façon à évaluer notamment si les Adhérents ont réussi à s'assurer que les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés aux pays à faible revenu ne le sont pas à des fins improductives et respectent les finalités du Cadre de viabilité de la dette établi pour ces pays.

IV. INVITE les Adhérents et le Secrétaire général à diffuser la présente Recommandation.

V. INVITE les non-Adhérents à tenir dûment compte de la présente Recommandation et à y adhérer.

VI. CHARGE le Groupe de travail sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation de suivre la mise en œuvre de la Recommandation et d'en rendre compte au Conseil, dans les cinq ans suivant son adoption, et régulièrement par la suite.

À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays Membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, le Costa Rica, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Türkiye. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Instruments juridiques de l'OCDE

Environ 460 instruments juridiques de substance ont été développés dans le cadre de l'OCDE depuis sa création en 1961. Ces instruments comprennent les Actes de l'OCDE (les Décisions et Recommandations adoptées par le Conseil de l'OCDE conformément à la Convention relative à l'OCDE) et d'autres instruments juridiques développés dans le cadre de l'OCDE (notamment les Déclarations et les accords internationaux).

L'ensemble des instruments juridiques de substance de l'OCDE, qu'ils soient en vigueur ou abrogés, est répertorié dans le Recueil des instruments juridiques de l'OCDE. Ils sont présentés selon cinq catégories :

- Les **Décisions** sont adoptées par le Conseil et sont juridiquement contraignantes pour tous les Membres, à l'exception de ceux qui se sont abstenus au moment de leur adoption. Elles définissent des droits et des obligations spécifiques et peuvent prévoir des mécanismes de suivi de la mise en œuvre.
- Les **Recommandations** sont adoptées par le Conseil et n'ont pas une portée juridique obligatoire. Elles représentent un engagement politique vis-à-vis des principes qu'elles contiennent, il est attendu que les Adhérents feront tout leur possible pour les mettre en œuvre.
- Les **Documents finaux de substance** sont adoptés individuellement par les Adhérents indiqués plutôt que par un organe de l'OCDE et sont le résultat d'une réunion ministérielle, à haut niveau ou autre, tenue dans le cadre de l'Organisation. Ils énoncent habituellement des principes généraux ou des objectifs à long terme et ont un caractère solennel.
- Les **accords internationaux** sont négociés et conclus dans le cadre de l'Organisation. Ils sont juridiquement contraignants pour les parties.
- **Arrangement, accord/arrangement et autres** : plusieurs autres types d'instruments juridiques de substance ont été développés dans le cadre de l'OCDE au fil du temps, comme l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, l'Arrangement international sur les Principes à suivre dans les transports maritimes et les Recommandations du Comité d'aide au développement (CAD).